

POULET CANADIEN

Mois national du poulet au Canada : première édition annuelle

Septembre était le « Mois national du poulet »! Ce mois est donc dédié à la reconnaissance du dur labeur des producteurs de poulet, de leur engagement envers les consommateurs et de leur dévouement à produire du poulet salubre. Pour célébrer l'événement, les Producteurs de poulet du Canada ont lancé une campagne comprenant plusieurs activités et concours afin de sensibiliser le public et faire connaître le Mois national du poulet.

Trois activités principales ont été organisées au cours du mois de septembre - en plus de plusieurs activités dans les provinces - à savoir deux concours et une campagne de relations gouvernementales. Un concours de coloriage « Amis de la piscine » a notamment eu lieu. Nous avons publié une image à colorier « Amis de la piscine » sur notre page Facebook, notre compte Twitter et notre site Web, et nous avons demandé aux enfants - sans oublier les adultes - de les colorier et de les

soumettre. Nous avons alors sélectionné notre coloriage préféré et remis au gagnant un prix-forfait comprenant évidemment un ensemble complet « Amis de la piscine »! Comme cet événement a inspiré notre personnel, nous avons aussi tenu un petit concours de coloriage dans nos bureaux. Le gagnant a été sélectionné par le président, Dave Janzen, et a pu rapporter chez lui une très jolie planche à découper gravée.



SUITE PAGE 2

dans ce numéro

- | | | | |
|---|---|---|--|
| 3 | Biosécurité - Outil d'évaluation en ligne | 6 | Mises à jour du CRAC |
| 4 | Sur la Colline | 8 | PTP et AECG : le point sur les ententes commerciales |

NOUS ESPÉRONS QUE
CET ÉVÉNEMENT NOUS
AMÈNERA À FAIRE LA
PROMOTION DU MOIS DU
POULET AU PALIER FÉDÉRAL
DÈS L'AN PROCHAIN, ET
QUE LES EFFORTS DES
PRODUCTEURS SERONT
RECONNUS PENDANT LE
MOIS DE SEPTEMBRE SUR
LE PLAN NATIONAL.

Le coloriage gagnant possédait les qualités suivantes :

- Les couleurs étaient fantastiques.
- Le style de l'arrière-plan représentait le drapeau du Canada.
- Les valeurs et l'apparence de l'œuvre étaient adaptées à tous les âges.
- Le commentaire couvrait tous les attributs de base du poulet.

Le 2^e concours était d'ordre culinaire et s'appelait « Chefs-d'œuvre ». Dans cet amusant concours, un nageur olympique (Yuri Kisil) et un nageur paralympique (Benoît Huot) étaient respectivement opposés à des producteurs de poulet (Erna Ference et Benoît Fontaine) pour cuisiner différents plats de poulet. C'est le public qui devait déterminer quel plat de poulet était leur préféré. On pouvait sentir le climat de compétition chez les concurrents – athlètes et producteurs – qui ont vraiment « plongé » dans le concours!



Enfin, tout au long de septembre, nous avons exhorté les maires de villes à participer au Mois national du poulet. Nous avons demandé au public d'envoyer des tweets à leurs maires pour les encourager à parler du mois de septembre comme étant le « mois du poulet ». Nous espérons que cet événement nous amènera à faire la promotion du mois du poulet au palier fédéral dès l'an prochain, et que les efforts des producteurs seront reconnus pendant le mois de septembre sur le plan national. **R**

Le bulletin de surveillance du PICRA démontre les retombées positives de l'interdiction des antimicrobiens de catégorie I par l'industrie

Les Producteurs de poulet du Canada ont établi un partenariat avec le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (PICRA) en 2012. Le PICRA réalise une surveillance de l'utilisation d'antimicrobiens et de la résistance à ces produits sur les fermes, ainsi que dans les abattoirs et les commerces de détail. Ce partenariat avec le gouvernement s'inscrit dans notre Stratégie de réduction de l'utilisation d'antimicrobiens instaurée pour l'ensemble de notre industrie. L'une des composantes de cette stratégie est d'ailleurs une surveillance accrue afin de mieux comprendre les tendances d'utilisation d'antimicrobiens et de résistance à ces derniers.

En mai 2014, l'industrie du poulet avait interdit l'utilisation préventive des antimicrobiens de catégorie 1, soit ceux qui sont considérés comme les plus importants pour la médecine humaine, y compris les céphalosporines de troisième génération. Le plus récent bulletin du PICRA fait état d'une réduction de l'utilisation des antimicrobiens de catégorie 1 qui correspond à l'interdiction de l'industrie, ce qui indique que l'interdiction de ces produits a été mise en œuvre dans l'industrie.

Le bulletin indique également qu'au niveau national, la résistance aux céphalosporines de troisième génération pour combattre la *Salmonella* du poulet a diminué sur les fermes, aux abattoirs et dans

le secteur de la vente au détail. La résistance aux céphalosporines de troisième génération pour combattre l'*E. coli* était aussi à la baisse au niveau national en 2014 lorsqu'on compare les résultats à 2013.

Ce bulletin tient compte uniquement de données consignées jusqu'à la fin de 2014; des rapports supplémentaires seront réalisés lorsque l'analyse des données compilées en 2015 sera terminée.

Ces données sont vraiment encourageantes et l'ensemble de l'industrie mérite d'être félicitée pour la mise en œuvre réussie d'une réduction aussi importante de l'utilisation d'antimicrobiens. **R**

Biosécurité – Outil d'évaluation en ligne

Avez-vous mis votre plan de biosécurité à jour récemment ? Le Programme d'assurance de la salubrité des aliments à la ferme (PASAF) des Producteurs de poulet du Canada recommande qu'un examen de toutes les procédures de régie d'élevage (PRE) soit réalisé chaque année. Le PASAF exige que les PRE soient maintenues pour les protocoles de biosécurité du personnel et des visiteurs, les procédures d'accès à la ferme, les mesures de lutte contre les parasites, les procédures de nettoyage et de désinfection, la gestion du fumier, la gestion de la mortalité et les protocoles d'urgence à la ferme.

Tous ces éléments et bien d'autres sont couverts par un outil d'évaluation de la biosécurité qui est offert gratuitement en ligne et qui a été développé par l'Unité d'épidémiologie vétérinaire de l'Université de Ghent, en Belgique. L'outil Biocheck.ugent^{MD} est un système de notation qui prend appui sur les risques pour évaluer la qualité de la biosécurité de vos installations. Bien que cet outil ait été développé à l'extérieur du Canada, les aspects qu'il couvre et les informations qu'il fournit restent pertinents pour les producteurs canadiens.

Vous pouvez remplir gratuitement un questionnaire en ligne et à la fin du processus, un rapport sera généré. Ce rapport comprendra le pointage de biosécurité général de votre ferme et celui des différentes composantes. Le site Web vous suggère en outre de créer un compte gratuit afin de pouvoir enregistrer votre rapport. Toutefois, la création d'un compte ne constitue pas une exigence pour remplir le questionnaire et consulter les résultats.

Toutes les composantes pertinentes de biosécurité pour un élevage de poulets à griller sont traitées. Elles sont ventilées en mesures de biosécurité externes (entrée des

visiteurs et du personnel, achat de poussins, approvisionnements en équipement, etc.) et internes (gestion des maladies, nettoyage et désinfection).

Ce système de pointage est unique puisqu'il tient compte de l'importance des différents aspects de biosécurité et fournit une note pondérée en fonction des risques. Les rapports et les notes sont produits dès que le questionnaire est rempli. Vous devez toutefois garder à l'esprit que les moyennes produites sont déterminées à partir des fermes belges et que leurs normes ne sont pas exactement les mêmes que celles du PASAF. Cet outil reste toutefois utile pour évaluer vos activités.

Rendez-vous sur le site www.biocheck.ugent.be/v4/home pour remplir un questionnaire et obtenir plus d'informations sur l'état actuel des connaissances scientifiques liées à la biosécurité à la ferme. Malheureusement, cet outil n'est pas offert en français.

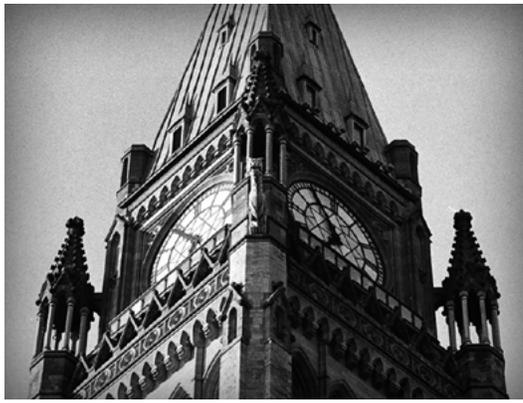
Comme nous entrons dans la phase de migration de l'automne, la révision de vos plans de biosécurité devient un exercice singulièrement pertinent.

La grippe aviaire peut apparaître à tout moment, comme le prouve le plus récent cas dans un élevage de canards, en Ontario, au mois de juillet. Toutefois, les risques que des oiseaux sauvages contractent la grippe aviaire sont beaucoup plus élevés en automne. Dans leur voyage vers le sud, les oiseaux migrateurs sont attirés par les champs agricoles où ils se nourrissent et peuvent donc excréter le virus de la grippe aviaire pendant leur visite. En conséquence, la machinerie que vous utilisez pour les travaux de récolte de l'automne pourrait bien ramener le virus de la grippe aviaire dans vos installations.

Alors, restez vigilant et pensez à réviser vos plans de biosécurité! **R**



LA GRIPPE AVIAIRE
PEUT APPARAÎTRE
À TOUT MOMENT.
TOUTEFOIS, LES
RISQUES QUE DES
OISEAUX SAUVAGES
CONTRACTENT LA
GRIPPE AVIAIRE SONT
BEAUCOUP PLUS
ÉLEVÉS EN AUTOMNE.



Sur la Colline

Réunion avec les ministres des paliers fédéral/provincial/territorial

Au cours de sa réunion annuelle de l'été dernier présentée à Calgary, la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) a tenu une table ronde avec les ministres de l'Agriculture des paliers fédéral, provincial et territorial. L'objectif de cette rencontre était de faciliter la discussion portant sur les enjeux agricoles urgents et à venir et, surtout, de discuter du prochain cadre stratégique agricole. Pour une deuxième année consécutive, David Hyink, membre du CA des PPC et représentant auprès de la FCA, a fait un exposé portant sur la responsabilité sociale. Pendant la réunion, le ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique, Norm Letnick, a salué le travail réalisé par les PPC sur cette question. La table ronde FCA/ministres FPT a permis aux leaders des producteurs d'établir des relations avec leurs représentants gouvernementaux, tout en profitant d'une tribune pour être entendus.

PENDANT LA SESSION
D'AUTOMNE,
LE GOUVERNEMENT
TRAVAILLERA À SES
OBJECTIFS DE CRÉATION
D'EMPLOIS, DE CROISSANCE
DE LA CLASSE MOYENNE
ET D'INVESTISSEMENTS
DANS LA RECHERCHE ET
L'INNOVATION.

Une fois la réunion de la FCA terminée, les ministres FPT ont tenu une rencontre pour déterminer la direction que doit prendre le cadre stratégique agricole et définir les prochaines étapes menant à son lancement prévu pour avril 2018. Les ministres ont discuté de l'ouverture de plus en plus grande des marchés et de leur développement, des investissements pour l'avancement des sciences, des questions d'innovation et de recherche, du besoin de créer un cadre stratégique solide et fondé sur la science, de l'amélioration de la confiance que nous porte la population, de l'importance d'avoir des programmes de gestion des risques opérationnels – y compris la gestion de l'offre – et du renouvellement de l'importance donnée au développement durable et au changement climatique. Dans une déclaration commune suivant cette réunion, les ministres ont en outre réaffirmé leur engagement à préserver l'intégrité de la gestion de l'offre.

À QUOI DEVONS-NOUS NOUS ATTENDRE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE CET AUTOMNE

Les députés et sénateurs ont travaillé fort dans leur circonscription au cours de l'été. Ils ont participé à des barbecues communautaires, annoncé des financements et rencontré leurs électeurs. Entre-temps, les ministres et le premier ministre ont sillonné le pays, et même le monde, pour annoncer les politiques gouvernementales et de nouveaux financements, et pour établir des relations. La Chambre des communes a repris ses travaux le 19 septembre et devrait siéger jusqu'à juin 2017.

Pendant la session d'automne, le gouvernement travaillera à ses objectifs de création d'emplois, de croissance de la classe moyenne et d'investissements dans la recherche et l'innovation. De leur côté, les ministres continueront de s'attaquer aux différents défis

de leur lettre de mandat. Parmi les dossiers chauds au programme de la Colline cet automne, on note la réforme électorale, la course au leadership du Parti conservateur, les élections partielles dans les circonscriptions de Calgary Heritage, Calgary Midnapore, Medicine Hat–Cardston–Warner (Octobre 24) et Ottawa–Vanier, ainsi que l'enquête sur les femmes autochtones assassinées et disparues. Les Producteurs de poulet du Canada continueront de demander aux différents ministères en cause de trouver une solution au problème de la volaille de réforme et tenteront de sensibiliser les députés à la fraude qui est en cours.

PROPOSITION PRÉBUDGÉTAIRE AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES DE LA CHAMBRE

Les Producteurs de poulet du Canada ont remis une proposition prébudgétaire au Comité permanent des finances de la Chambre en août et témoigneront durant une réunion du comité à la fin du mois d'octobre. Le Comité sollicite des recommandations des Canadiens et Canadiennes pour définir les mesures fédérales qui devraient aider la population et les entreprises canadiennes à maximiser leur contribution à la croissance de l'économie du pays, notamment les mesures qui aideraient les communautés urbaines, rurales et éloignées à participer à la croissance de leurs résidents et des entreprises. Les Producteurs de poulet du Canada recommandent qu'une certification

obligatoire soit imposée sur les importations classées comme poulets de réforme et que le poulet soit exclu des programmes d'exonération des droits et de drawback. Ils recommandent en outre le rétablissement des exigences relatives à la sauce et à la cuisson pour les « mélanges définis de spécialité » comme elles ont été négociées dans les engagements pris par le Canada à l'OMC. Ces trois recommandations ne coûteraient rien au gouvernement. En fait, en éliminant la redondance dans les programmes, il ferait des économies. Le secteur canadien du poulet pourrait ainsi mieux contribuer au PIB du pays, employer plus de Canadiens et payer plus de taxes. **R**





MISES À JOUR DU CRAC

Projets de recherche avicole à financement approuvé pour 2016

Chaque année, le Conseil de recherches avicoles du Canada (CRAC) lance un appel de propositions sur des sujets de recherche prioritaires pour l'industrie avicole canadienne.

Les sujets sollicités dans le cadre des propositions de projet pour 2016 comprenaient trois catégories : 1) salubrité des aliments, 2) santé et bien-être de la volaille et 3) productivité et durabilité. Ces catégories furent choisies pour s'aligner avec les priorités énoncées dans la *Stratégie nationale de recherche pour le secteur avicole du Canada*.

Les priorités de recherche des Producteurs de poulet du Canada (PPC), telles qu'approuvées par le Conseil d'administration des PPC, étaient incluses dans l'appel de propositions de 2016. Ces priorités comprennent, entre autres, la qualité des poussins, les solutions de rechange aux antibiotiques, la réduction des pathogènes à la ferme et les nouveaux vaccins.

Au total, 29 propositions ont été reçues et, après étude par le Conseil d'administration du CRAC, 14 ont été soumises à l'étude du Comité consultatif scientifique (CCS). En s'appuyant sur les études du CCS et sur le besoin d'un équilibre entre les priorités, le Conseil d'administration du CRAC a choisi de financer 8 projets.

Ces projets sont :

- **M. Boulianne, U. de Montréal** – Enquête nationale sur la prévalence des pathogènes d'origine alimentaire, la résistance aux antimicrobiens et l'utilisation des antimicrobiens chez les reproducteurs de poulets à chair.
- **J. Alcantara, U. de Calgary** – Un vaccin à composants multiples d'origine végétale à prix abordable contre la coccidiose aviaire et l'entérite nécrotique.
- **S. Sharif, U. de Guelph** – Est-il possible de contrôler la transmission du virus de la grippe aviaire?
- **D. Inglis, Agriculture et Agroalimentaire Canada** – Solutions de rechange aux antibiotiques : une nouvelle technologie symbiotique pour atténuer les effets de la maladie inflammatoire entérique.
- **D. Korver, U. de l'Alberta** – Effet de l'assainissement du poulailler sur le rendement et les traits microbiologiques et de transformation des poulets de chair commerciaux.

—
AU TOTAL,
29 PROPOSITIONS ONT
ÉTÉ REÇUES ET, APRÈS
ÉTUDE PAR LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION
DU CRAC, 14 ONT ÉTÉ
SOUMISES À L'ÉTUDE DU
COMITÉ CONSULTATIF
SCIENTIFIQUE (CCS).
—

- **J. C. Rodriguez-Lecompte, U. de l'Î.-P.-É.** – Réglage nutritionnel des gènes associés aux récepteurs des cellules aviaires de type B impliqués dans l'immunité innée et adaptative.
- **E. Kiarie, U. de Guelph** – Enquête sur la structure optimale de l'alimentation pour promouvoir le développement intestinal et squelettique des poulettes afin d'améliorer la productivité des pondeuses.
- **M. Zuidhof, U. de l'Alberta** – Comparaison de la productivité à vie des reproducteurs de poulets de chair en régime d'alimentation de précision et régime d'alimentation conventionnelle.

De plus, 2016 est la troisième année durant laquelle les Producteurs de poulet du Canada ont financé un projet séparé qui porte spécifiquement sur une question de haute priorité pour l'industrie du poulet à griller. Le sujet choisi pour le projet de cette année consiste à faire enquête sur les techniques de gestion efficace des troupeaux à utilisation réduite d'antibiotiques dans le but de dégager les meilleures pratiques de gestion nécessaires à l'élevage du poulet dans un environnement à utilisation réduite d'antibiotiques.

Nous avons reçu un total de quatre propositions à cet égard et le projet retenu est celui dirigé par Martine Boulianne de l'Université de Montréal.

Son projet consiste à mesurer la variation de l'occurrence d'ocystes et de *Clostridium perfringens* (CP) dans le temps dans des troupeaux à utilisation réduite d'antibiotiques et de chercher des corrélations durant la vie du troupeau avec l'humidité de la litière, l'humidité relative et la température du poulailler et la performance du troupeau en termes de croissance. L'entérite nécrotique causée par le CP étant le problème numéro un en régime de production sans antibiotiques ou à utilisation réduite d'antibiotiques, le projet cherche à dégager les meilleures pratiques de gestion pour contrôler le CP. **R**



PTP et AECG : le point sur les ententes commerciales

Un sentiment négatif s'est développé à l'échelle du monde autour des accords commerciaux, ce qui a déstabilisé les deux accords importants actuellement sur la table pour le Canada. Le sort des deux accords qui n'ont pas encore été ratifiés – l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et ses 28 pays membres et le Partenariat transpacifique (PTP) qui permettrait de lier le Canada à 11 autres pays signataires – n'est toujours pas clair alors qu'un scepticisme montant se fait sentir dans la population européenne et américaine quant au bien-fondé des ententes de libre-échange.

L'ACCORD ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL GLOBAL (AECG)

Les négociations de l'AECG se sont conclues en 2014 et on espère toujours que le premier ministre Justin Trudeau se rendra à Bruxelles à la fin d'octobre de cette année pour lancer officiellement le processus de ratification des deux côtés de l'Atlantique. Toutefois, la décision de la Commission européenne rendue au mois de juillet de traiter l'AECG comme un « accord mixte » pourrait bien avoir sabordé ce calendrier.

En juillet, Cecilia Malmström, la commissaire au commerce de l'UE, a déclaré qu'en raison des vives critiques de certaines capitales européennes, plus particulièrement chez les poids lourds de l'UE que sont Berlin et Paris, l'accord devrait maintenant recevoir l'approbation de plus de 30 parlements nationaux et régionaux dans l'ensemble du bloc européen. De son côté, la ministre canadienne du Commerce international, Chrystia Freeland, a déclaré que la nouvelle désignation « mixte » pour l'AECG signifie simplement que « les Européens débattront de l'entente de manière démocratique au palier national, tout comme elle sera débattue au parlement canadien ».

Cette approbation constituerait la troisième et dernière étape nécessaire pour la ratification complète de l'accord. Toutefois, les deux premières étapes – l'approbation du parlement européen et celle du Conseil européen – pourraient permettre à l'AECG d'entrer en vigueur de manière partielle et de s'appliquer aux enjeux qui ne relèvent pas de la compétence des gouvernements nationaux. Ainsi, la suppression progressive des droits de douane sur des produits comme les fruits de mer, et l'octroi d'un

accès au marché pour certains produits comme le fromage européen pourraient entrer en vigueur avant l'approbation définitive de l'entente.

Certains arguments à teneur juridique laissent penser que l'AECG pourra rester en vigueur aussi longtemps qu'aucun pays ne vote explicitement contre l'accord. D'autres arguments suggèrent plutôt qu'individuellement les seuls pouvoirs des pays consisteraient à retarder ou rejeter d'emblée certaines parties du marché, sans pouvoir intervenir sur l'ensemble de l'accord.

LE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE (PTP)

Bien que le PTP soit déjà signé, le processus de ratification s'est lui aussi enlisé. Pour qu'il puisse entrer en vigueur, les gouvernements des 12 pays signataires du PTP devront avoir ratifié l'accord pour le 4 février 2018. Si cet objectif n'est pas atteint, l'accord pourrait toujours entrer en vigueur le 5 avril 2018 s'il a été ratifié par au moins six des pays signataires représentant plus de 85 % du PIB de l'ensemble des pays signataires.

Cette situation fait en sorte que le Japon et les États-Unis, qui à eux seuls comptent pour près de 80 % du PIB de l'ensemble du groupe, devront ratifier l'accord afin qu'il puisse entrer en vigueur. Comme les hésitations les plus importantes proviennent des États-Unis – les deux principaux candidats à la présidence ont dénoncé l'accord et personne ne peut affirmer que le PTP fera l'objet d'un vote lors de la session interrégime suivant l'élection – il n'est pas surprenant de constater que les autres pays membres du PTP, y compris le Canada, attendent le moment propice pour intégrer les modifications législatives nécessaires à la ratification de l'accord. **R**



CERTAINS ARGUMENTS À TENEUR JURIDIQUE LAISSENT PENSER QUE L'AECG POURRA RESTER EN VIGUEUR AUSSI LONGTEMPS QU'AUCUN PAYS NE VOTE EXPLICITEMENT CONTRE L'ACCORD.